

MIKE MCGOVERN

JANVIER 2007 – SÉKOU TOURÉ EST MORT

CET ARTICLE DÉCRIT LA MONTÉE DES PROTESTATIONS POPULAIRES CONTRE LE RÉGIME DU PRÉSIDENT CONTÉ, ENCADRÉE PAR DEUX FÉDÉRATIONS SYNDICALES. L'ANALYSE DE LA « STRUCTURE DE CONJONCTURE » DES GRÈVES ET DES MANIFESTATIONS EXIGE DE COMPRENDRE COMMENT LE MÉCONTENTEMENT DÉJÀ ANCIEN DES GUINÉENS A PU ABOUTIR DÉBUT 2007 À DE TELS MOUVEMENTS DE MASSE. LE VÉRITABLE SUCCÈS DE CETTE MOBILISATION RÉSIDE PEUT-ÊTRE MOINS DANS SES TENTATIVES D'ARRACHER DES CONCESSIONS AU RÉGIME QUE DANS LA RUPTURE SYMBOLIQUE ET RHÉTORIQUE QU'ELLE CONSTITUE PAR RAPPORT AU STYLE POLITIQUE GUINÉEN, FORGÉ ENTRE 1958 ET 1984, DANS LA PÉRIODE « SOCIALISTE ».

« Lorsqu'en 1958, Sékou Touré déclare « nous préférons la pauvreté dans la dignité à l'opulence dans l'esclavage », aucun Guinéen n'eut le temps de réfléchir et de méditer sur le choix qui s'opérait. L'enthousiasme l'emporta sur la raison. Et la conscience collective, stimulée par un nationalisme peu ordinaire, fit un chèque en blanc au tyran qui enferma toute la Guinée dans sa tour dictatoriale : le système révolutionnaire. Les Guinéens furent formatés par une fierté imbécile qui les rendit sourds et aveugles devant le système dépersonnalisant qui hypothéqua leur devenir et détruira leur vie. Seul Sékou Touré comprenait le sens de cette phrase lequell échappa aux Guinéens. Il savait que dans la pauvreté, l'être humain perd l'humanité en lui pour se transformer en une bête sauvage, féroce et cruelle pour son prochain »¹.

Entre janvier et mars 2007, la Guinée a connu une période de troubles – des grèves générales, des manifestations, la mort de 120 civils. Le violent vent de protestation qui a alors soufflé sur le pays a entraîné une transformation

1. J. Kourouma, « Reportage de séjour en Guinée », consulté en ligne sur <www.aminata.com>, 4 août 2005.



majeure de la vie politique de ce pays². Ces changements ont d'abord concerné *l'action publique* et le personnel politique, mais la manière dont les Guinéens parlent de la politique, en pleine transformation depuis plusieurs années, a elle aussi été affectée en profondeur. Mais pourquoi cela s'est-il passé en 2007 et pas avant ? La citation de Jacques Kourouma en exergue du texte donne à cette interrogation une réponse abrupte et pessimiste : ce serait avant tout Sékou Touré, dont l'objectif était de restaurer l'authenticité de la personnalité africaine, dénaturée par la colonisation, qui aurait favorisé ce système de défiance mutuelle, d'autocensure et de langue de bois qui a formé les conditions de possibilité de l'autoritarisme propre à la Guinée. L'on pourrait aussi se poser la question inverse : pourquoi ces changements n'ont-ils pas mis plus de temps à survenir, compte tenu de la patience apparemment infinie de la population guinéenne, et de sa prudence en matière de changements politiques ? On explorera ici les grandes lignes de la « structure de la conjoncture » qui sous-tend ce moment particulier de l'histoire guinéenne qu'ont été les mois de mobilisation de 2007.

Trois facteurs semblent avoir été déterminants. Il faut d'abord prendre en compte la longévité exceptionnelle des vestiges de l'ère socialiste : nous nous attacherons à montrer qu'un ensemble de pratiques et de dispositions regardant la sphère politique – un *habitus* « socialiste » en quelque sorte – a survécu au charismatique premier président guinéen, Sékou Touré. Comme le suggère le titre de cet article, cette période ne s'est refermée définitivement qu'avec la grève générale et les insurrections qui ont accompagné l'agonie du régime Conté, en janvier 2007. Un second facteur est à chercher dans la réémergence des syndicats comme institutions capables d'articuler les aspirations de la population guinéenne, là où, ces vingt dernières années, les partis politiques d'opposition et la société civile « formelle » ont échoué. Les syndicats ont en effet suggéré des manières de faire de la politique autrement, en écoutant les demandes des citoyens ordinaires et en manifestant de l'attention aux difficultés quotidiennes des travailleurs, des étudiants et des chefs de famille. Ils ont également bénéficié de l'héritage et de la légitimité des syndicats qui avaient joué un rôle primordial au sein du mouvement de décolonisation en Guinée dans les années 1940 et 1950. Il faut enfin prendre en compte la subtilité de la réaction de la population guinéenne³ face à des événements proches et à d'autres plus lointains. D'une part, les Guinéens ont subi l'élévation du prix de l'essence et des transports, les prix prohibitifs des denrées de base et notamment du riz, ainsi que la dévaluation importante du franc guinéen. D'autre part, ils ont suivi l'évolution de la région, son instabilité et la présence d'acteurs dangereux, trafiquants d'armes ou anciens combattants de diverses nationalités, ainsi que le niveau d'attention variable

dont a pu bénéficier la Guinée de la part d'une « communauté internationale » distraite et souvent peu fiable.

Ce sens du *timing* dont ont fait preuve les Guinéens leur a permis de contrôler le calendrier du changement de régime, et peut expliquer en partie l'alignement assez surprenant des demandes de la base tant civile que militaire, dénonçant de concert les déprédations de l'élite militaro-politique. Ceci suggère par ailleurs que, durant les vingt-trois années précédentes, les Guinéens jouaient un rôle important dans le maintien du président Conté au pouvoir, en maintenant un *statu quo* qui, de l'extérieur, a pu sembler leur causer d'innombrables souffrances. Loin d'être dupes de leur histoire, les Guinéens en ont été les protagonistes centraux, et si leurs choix ont pu parfois sembler avoir des conséquences désastreuses dans le court terme (c'est l'avis de certains expatriés guinéens comme Jacques Kourouma cité plus haut), il y a de bonnes raisons d'espérer que, dans le moyen et le long terme, ces choix s'avéreront judicieux.

LES GRÈVES GÉNÉRALES

La situation de la majorité des Guinéens était extrêmement précaire au début de l'année 2006. Alors que, selon le FMI, la croissance macro-économique atteignait 5 %, les Guinéens s'enfonçaient dans la pauvreté. Le franc guinéen, qui s'échangeait à 2 600 francs pour 1 dollar US en juin 2004, s'échangeait à 4 335 contre 1 en février 2006, et à 5 662 contre 1 en janvier 2007⁴. Les achats de produits importés s'en sont trouvés réduits d'autant. L'augmentation la plus sévère a porté sur les prix de l'essence et du riz. Durant cette période d'inflation rapide, les prix mondiaux du pétrole ont en effet

2. Cet article se fonde sur 26 mois d'enquête en Guinée entre 1997 et 2006, et notamment entre 2004 et 2006, lorsque l'auteur était directeur pour l'Afrique de l'Ouest de l'International Crisis Group. L'auteur souhaite remercier Stephen Ellis, Susanna Fioratta, Christopher Hayden, Corinne Kratz et trois lecteurs anonymes qui ont tous contribué à améliorer ce texte. Les erreurs demeurent bien sûr les siennes.

3. Il est important de relever que la révolte de 2007, ainsi que les grèves générales de 2006, ont été des événements d'ampleur nationale, qui ont rassemblé largement dans chaque région du pays. La répression étatique ne s'est pas limitée à Conakry ; si la majorité des victimes de ces révoltes sont mortes à Conakry le 22 janvier, des manifestants sont morts à Labé, Mamou, Kankan, Siguiri, Faranah, Guekedou et N'Zérékoré.

4. La première cause de l'inflation tient au fait que le gouvernement guinéen a imprimé de grandes quantités d'argent alors que des sommes importantes, en francs et en devises, ont disparu. En 2003, les prêteurs internationaux ont cessé d'approvisionner la Guinée. Le Premier ministre François Fall dénonce cet état de fait et décrit ses efforts pour arrêter l'hémorragie financière au bénéfice de l'entourage présidentiel, ainsi que sa démission, voir M. Ben Yahmed, « François Lonsény Fall : pourquoi je démissionne », *Jeune Afrique L'intelligent*, n° 2260, 2 mai 2004, p. 16-18. Pour plus de détails sur cette période, voir aussi International Crisis Group, *Guinée : conjurer la descente aux enfers*, Rapport Afrique n° 94, 14 juin 2005.



augmenté considérablement, et le FMI a fait pression sur le gouvernement guinéen pour qu'il arrête de subventionner le prix de l'essence et qu'il le laisse s'ajuster au prix du marché⁵. Ainsi, l'essence est passée de 1 500 à 2 500 francs le litre en 2004, puis de 2 500 à 3 800 francs le litre en 2005, et enfin de 3 800 à 5 500 francs le litre en 2006. Les coûts des transports ont été évidemment affectés par cette augmentation, de même que les prix des biens transportés de la capitale vers l'intérieur du pays, et vice versa. Entre 2004 et 2007, le sac de 50 kg de riz est passé de 35 000 francs en moyenne à 120 000 francs. Comme les salaires n'ont pas augmenté durant cette période, ceux qui vivaient directement ou indirectement grâce à un emploi salarié ont ainsi vu leur pouvoir d'achat divisé par quatre en trois ans. Durant cette même période enfin, l'électricité et l'eau sont devenues rares – et parfois tout simplement absentes – à Conakry et dans les villes de l'intérieur.

Jusqu'en février 2006, la politique guinéenne se présentait comme un mécanisme de bascule asymétrique entre d'un côté un gouvernement qui s'était octroyé un pouvoir exécutif immense et une opposition faible et désorganisée. Mobilisés pour la première fois lors des élections présidentielles de 1993, une grande majorité de ces partis d'opposition n'ont pas réussi à solidifier une politique nouvelle, capable de proposer une alternative. Beaucoup de Guinéens ont donc préféré apporter un soutien, certes faible, au Parti de l'unité et du progrès (PUP) de Conté durant les années 1990, suivant l'adage « Mieux vaut un diable connu qu'inconnu ». Quand, au tournant des années 2000, le PUP a perdu presque toute légitimité, beaucoup de Guinéens ont préféré sortir du système et s'abstenir, comme le montre la faible participation au scrutin municipal de 2005. En rupture avec le parti-État nationaliste de Sékou Touré, le PUP et les partis d'opposition se sont volontiers servi des groupes ethnolinguistiques comme de bases politiques disponibles⁶. Dans le même temps, les organisations de la société civile, les syndicats, les associations professionnelles et les organisations de défense des droits de l'Homme, ainsi les coalitions qui les rassemblaient sont entrées en concurrence les unes avec les autres, et se sont affaiblies et divisées.

La situation s'est retournée lorsque deux fédérations de syndicats, la Confédération nationale des travailleurs guinéens (CNTG) et l'Union syndicale des travailleurs guinéens (USTG), ont lancé un appel à la grève générale pour le 27 février 2006. Si des grèves générales avaient été organisées auparavant, celle-ci a été la première à être largement respectée par la population : la capitale est restée ville morte, close pendant cinq jours, et au cinquième jour de grève, les syndicats, agréablement surpris par le degré de solidarité et d'unité qu'ils avaient réussi à catalyser, appelèrent à la fin de la grève afin de ne pas pousser le gouvernement à user plus de violence à l'égard de la population⁷.

Immédiatement après cette grève, le président Conté était évacué d'urgence vers la Suisse pour soigner les diverses maladies graves qu'on lui prête – diabète, hypertension et leucémie. Durant son hospitalisation, se tint une « Concertation nationale » prévue de longue date et organisée par des partis d'opposition et des groupes de la société civile. Alors que les syndicats leur avaient volé la vedette, ces derniers s'appuyèrent sur les demandes sociales et économiques formulées par les syndicats, en y ajoutant des exigences politiques qui n'avaient pas été formulées pendant la grève.

Comme les promesses faites par le gouvernement pour mettre fin à la grève de février-mars 2006 – la baisse du prix du pétrole et du riz et l'augmentation des salaires – n'ont pas été satisfaites, les syndicats ont appelé à une nouvelle grève générale pour le 8 juin. Cette grève fut suivie tant par la population de Conakry que par celle des villes de l'intérieur et coïncidait avec la période des examens dans les lycées et à l'université. Le 12 juin, des élèves mécontents de ne pas pouvoir passer leurs examens envahirent les rues de Conakry, de Labé et de N'Zérékoré et affrontèrent les forces de sécurité. Onze personnes sont mortes ce jour-là⁸. La grève continua jusqu'au 17 juin, arrachant au gouvernement des promesses qu'il ne devait pas non plus tenir.

Les grèves et manifestations suivantes ont été déclenchées par un événement qui choqua profondément une grande majorité des Guinéens. Plusieurs années après les premières accusations, un tribunal avait enfin condamné deux proches du président Conté pour avoir détourné 22 millions de dollars US de la Banque centrale guinéenne. Le premier, Fodé Soumah, ancien vice-gouverneur de la Banque centrale, avait été le principal organisateur et financier de la campagne de Conté en 2003⁹; il avait été depuis démis de ses fonctions à la Banque centrale pour être investi comme ministre de la Jeunesse et des Sports; Mamadou Sylla, un commerçant, inconnu du grand

5. En plus d'arguments idéologiques à propos de la liberté du marché capitaliste, les représentants du FMI justifiaient cette mesure en pointant du doigt les trafics d'essence, des entrepreneurs achetant de l'essence à bas prix en Guinée pour la revendre au Mali et en Sierra Leone.

6. Certes, Sékou Touré a connu sa propre forme d'ethnocentrisme, puisque la répression ciblait particulièrement les Fulbe, soupçonnés de trahison. Mais la rhétorique du parti de Touré demeurait inclusive et ne considérait pas que tel ou tel groupe ethnique lui était automatiquement favorable.

7. Plusieurs incidents durant lesquels les forces de sécurité ont tiré sur des civils non armés ont fait un mort et deux blessés par balle.

8. C'est le chiffre avancé par le gouvernement. Les groupes de la société civile et les organisations internationales de défense des droits de l'Homme avancent des chiffres plus élevés. Human Rights Watch, *Mourir pour le changement : les forces de sécurité guinéennes répondent par la brutalité et la répression à une grève générale*, New York, 2007, p.13.

9. Conté était trop malade pour faire campagne lui-même et paraissait assez indifférent à l'idée d'être réélu; mais ceux qui bénéficiaient le plus de sa présence à la présidence, menés par Soumah, prirent les choses en main. Durant cette période, Soumah acquit le sobriquet de « parrain du Parti de l'unité et du progrès ».



public jusqu'en 2000, s'était pour sa part lié d'amitié avec le Président en fournissant des fusils à des milices civiles afin de défendre les frontières guinéennes contre les attaques orchestrées par le président libérien Charles Taylor en 2000-2001. Il se dit que l'ascension météorique de Sylla, notamment l'achat de la compagnie aérienne nationale et son quasi-monopole sur les exportations agricoles guinéennes, était liée à celle du président lui-même, qui utilisait Sylla comme prête-nom. L'arrestation de Soumah et Sylla en novembre 2006 réjouit bien des Guinéens, même si elle résultait d'un conflit entre Sylla et un autre proche conseiller du Président, le ministre des Affaires présidentielles, Fodé Bangoura.

À cette période, on disait que Conté était régulièrement victime de comas diabétiques et il lui fallut un mois pour réagir à ces arrestations : enfin au courant de la situation de ses partenaires, il se rendit en personne à la Maison centrale, la prison de Conakry, afin d'exiger leur libération. Ils furent effectivement libérés et beaucoup de Guinéens, dont les leaders des syndicats, dénoncèrent le mépris du Président pour les lois de son pays, et notamment pour la séparation constitutionnelle entre les pouvoirs exécutif et judiciaire. Ce sentiment fut confirmé par des propos qu'aurait tenus ce dernier devant un groupe d'hommes d'affaires : « L'État, c'est moi. Le gouvernement, c'est moi. La justice, c'est moi »¹⁰. Peu après cet épisode, les syndicats appelèrent à une troisième grève générale, pour le 10 janvier 2007.

Les résultats de ces grèves sont bien connus : les Guinéens s'abstinrent de travailler et de voyager durant 19 jours. Beaucoup ne mangeaient qu'une seule fois par jour ou moins souvent encore. Le 22 janvier, les manifestants semblaient sur le point de prendre le contrôle de la capitale, et les forces de sécurité ouvrirent le feu sur la foule rassemblant des dizaines voire des centaines de milliers de personnes. Dans le pays dans son ensemble, plus d'une centaine de personnes auraient été tuées¹¹. Conté se résigna le 27 janvier à déléguer de larges responsabilités à un Premier ministre de consensus, mais il attendit le 9 février pour nommer à ce poste l'un de ses proches conseillers, Eugène Camara, qui ne pouvait être considéré comme indépendant du Président. Il y eut alors de nouvelles émeutes, et d'autres civils non armés furent tués par les forces de sécurité.

Le 12 février, Conté décréta l'état de siège, imposant le couvre-feu vingt heures par jour, ainsi que la suspension de libertés publiques et la loi martiale. L'armée, les gendarmes, la police et les bandits les plus audacieux de Conakry en profitèrent pour se lancer dans une véritable campagne de viols, de vols, de harcèlements et de tabassages des civils, s'affrontant pour délimiter leurs territoires de pillage dans les quartiers populaires de la périphérie de Conakry. Durant cette période, les syndicats demandèrent non seulement le

remplacement d'Eugène Camara par un Premier ministre véritablement impartial, mais également le départ de la présidence de Lansana Conté. Le discours des syndicats, qui s'était imposé une année auparavant autour de questions économiques et sociales, devint ainsi progressivement un discours politique : les syndicats n'hésitaient plus en effet à expliquer les profondes souffrances des Guinéens par la gestion politique catastrophique du pays et le pillage opéré par ses élites.

Après dix jours, l'état de siège devait être examiné par l'Assemblée nationale. Cette institution, née en juin 2002 au terme d'élections peu crédibles et boycottées par presque tous les partis d'opposition, n'était jusque-là qu'une chambre d'enregistrement. Mais, de façon inattendue, elle refusa la prolongation de l'état de siège demandée par le Président, marquant ainsi son indépendance. Ce vote marquait clairement que le centre de gravité politique du pays s'était déplacé. Non seulement les Guinéens s'exprimaient comme ils ne l'avaient jamais fait depuis l'indépendance et un grand nombre d'entre eux avait décidé de risquer leur vie, mais de surcroît, certains dirigeants remettaient en cause leur allégeance au Président, inquiets quant à leur futur dans un pays où la répression brutale des protestations ne suffirait certainement plus à garantir leur propre survie politique. Le 26 février, le président Conté conscient de son isolement croissant, choisit Lansana Kouyaté parmi une liste de Premiers ministres acceptables proposée par les syndicats.

Kouyaté, diplômé de l'École nationale d'administration guinéenne, avait été ministre de Sékou Touré dans les années 1970. De 1987 à 1992, il avait servi comme ambassadeur de Guinée au Moyen-Orient puis, de 1992 à 1994 aux Nations Unies. Employé par les Nations Unies et par la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest, il avait été récemment nommé représentant de l'Organisation internationale de la Francophonie en Côte d'Ivoire. Il reste à voir s'il saura se mouvoir dans les arcanes du régime de Conté pour réaliser les promesses faites aux syndicats...

En plus de ces mobilisations citoyennes menées par les syndicats, la période a connu deux rébellions militaires successives. Au plus fort des émeutes de janvier, des soldats s'emparèrent du Camp Samory Touré, à Conakry – le régime dut pour survivre promettre à tous les soldats une promotion d'un grade. Du 10 au 14 mai, une nouvelle rébellion éclata parmi les militaires du rang, qui exigeaient le paiement de leurs arriérés de salaires et le limogeage

10. « Fin de récréation ? », <www.jeuneafrique.com>, 7 janvier 2007.

11. Voir International Crisis Group, *Guinée, le changement ou le chaos*, Rapport Afrique n° 121, 14 février 2007. Selon Irin, « au moins 137 » personnes auraient été tuées par les forces de police durant les violences de janvier-février. Voir Irin, « Guinée : accalmie précaire dans les rangs des soldats mutins », 16 mai 2007.



du chef d'état-major, Kerfalla Camara, du ministre de la Défense¹², Arafane Camara, et d'autres officiers qu'ils accusaient d'avoir détourné une partie de leurs salaires et d'autres allocations. Le Président accéda à leurs demandes, nommant Baila Diallo, un général en retraite très populaire, au poste de chef d'état-major, et en promettant des augmentations de salaires ainsi que des promotions pour tous les soldats en poste depuis au moins quatre ans (c'est-à-dire presque toute l'armée). Si ces concessions ont permis de ramener le calme au sein de l'armée, la capacité du gouvernement à financer ces promesses reste très incertaine. Si ces promesses ne devaient pas être tenues, le fossé s'agrandirait encore entre les officiers en poste depuis longtemps et les autres militaires et pourrait conduire à d'autres mutineries, voire à un coup d'État.

Dans ce contexte, la question est de savoir si un putsch éventuel serait « républicain » ou s'il mènerait au remplacement d'une élite politico-militaire par une génération nouvelle. Même s'il est impossible de répondre, il semble que la rue a démontré sa capacité à influencer les soldats et les législateurs. La mutinerie du mois de mai, qui conduisit au décès de six civils à cause de balles perdues, a renforcé l'antipathie entre le rang et les officiers, mais également entre les civils et les militaires. Alors que l'armée était jusque-là respectée et crainte, les civils n'hésitent plus à critiquer ouvertement sa brutalité. Les conducteurs de taxi refusent de charger les militaires, les propriétaires s'acharnent sur eux ou les expulsent, leurs voisins les insultent, et les soldats ordinaires commencent à comprendre qu'ils ont perdu leur omnipotence. Si cela risque de pousser certains d'entre eux à abuser davantage de leur pouvoir, d'autres semblent prêts à désobéir à des ordres qu'ils considèrent illégitimes. La suite de cet article tente de mettre au jour les fondements de ce changement rapide et profond dans l'équilibre du pouvoir en Guinée.

LA MORT DU PÈRE : LA VIE APRÈS LA MORT D'UN RÉGIME

SOCIALISTE

« Nous voulons informer les différentes générations guinéennes nées depuis 1958 de la relation directe, de cause à effet, entre les crimes politiques du parti-État [le PDG], la mauvaise gouvernance actuelle de Lansana Conté et le déclin de notre pays. L'examen objectif et l'analyse honnête de ce parcours montrent que l'embargo fait sur cette filiation plombe toute possibilité de sortir de l'enlèvement des populations dans un abîme de misère, de famine et d'insécurité ».

Condé Julien et Docteur Thierno Bah¹³

À regarder l'extrême pauvreté à laquelle étaient réduits en 2006 les Guinéens, y compris ceux de la classe moyenne, et à observer les logiques prédatrices et

non pas protectrices des forces armées ainsi que le mépris affiché des leaders guinéens pour la justice, il serait tentant d'avancer que les événements de janvier et février 2007 étaient inévitables et qu'ils s'expliquent par eux-mêmes. Ce serait cependant ignorer l'embarras, voire la consternation des observateurs internationaux devant ces événements, alors que la mort du président Conté était depuis des années attendue « d'un instant à l'autre », et qu'ils ne comprenaient pas la stabilité de la Guinée alors que certains de ses voisins, objectivement plus riches, n'en finissaient pas de se déchirer dans la guerre. Les clichés sur l'infinie patience des Guinéens, leur fatalisme ou leur crainte servaient d'analyse aux diplomates et aux journalistes, ainsi qu'aux Guinéens qui étaient tous bien en peine d'expliquer cette « anomalie ».

Le régime de Sékou Touré a survécu au plan rhétorique et symbolique bien après la mort de son fondateur, comme c'est le cas dans d'autres pays du monde. Dans un ouvrage important sur la mort des chefs autoritaires et leurs régimes, John Borneman souligne l'indissociabilité de deux aspects de ces régimes : leur logique à la fois totalitaire et patricienne. À partir d'exemples de dictateurs européens¹⁴, le directeur de cet ouvrage avance que la disparition physique de ces figures d'autorité peut être vécue à la fois comme une libération et comme une dépossession. Les contributions de cet ouvrage s'intéressent surtout à l'aspect symbolique de leur mort et se demandent comment ces leaders moururent, comment leurs corps furent traités, et quelles formes de deuil accompagna leur décès. Ils tentent ensuite d'expliquer comment ces facteurs jouent sur les régimes qui sont nés dans leur sillage.

Les termes : « ère Sékou Touré » ou « régime Sékou Touré » ne renvoient pas seulement aux mots, écrits et dits, du seul Sékou Touré, même s'il a tenté de monopoliser la parole et si ses écrits et ses discours circulent encore sur les marchés guinéens. Ce régime était aussi un régime discursif et symbolique, qui s'appuyait sur un langage partagé, auquel participaient activement les Guinéens, pas seulement en tant qu'audience mais aussi en tant que producteurs de ce langage. Cette production relevait aussi bien du discours ordinaire (tel que les récitations quotidiennes du « Prêt pour la Révolution ! »)

12. Camara est décédé le 10 septembre 2007.

13. « Forum », <<http://forum.boubah.com/>>, 24 septembre 2006

14. Il y est question de Staline, Hitler, Mussolini, Ceausescu, Tito, Honecker et de l'empereur Hirohito. On ne sait si l'absence de cas africains est accidentelle ou si elle est le résultat d'une idée implicite selon laquelle ce type de gouvernement en Afrique serait « naturel ». Le thème est aussi traité par B. Jewsiewicki et B. White (dir.), « Mourning and the imagination of political time in contemporary Central Africa », *African Studies Review*, vol. 48, n° 2, 2005. Deux textes y traitent du Zaïre-RDC et de la mort de Mobutu.



que de l'instrumentalisation (comme la résurrection de la rhétorique de la « vigilance » durant les attaques aux frontières en 2000)¹⁵. Un exemple frappant de cette survie rhétorique de la période Sékou Touré me fut donné lors d'un entretien avec un enseignant, ancien membre du Parti démocratique de Guinée (PDG) de Touré. Ses phrases étaient emplies d'expressions qui auraient pu être celles de Touré. En 2000, lorsque je lui ai posé la question du lien entre éducation et révolution, il me demanda s'il pouvait me répondre par écrit. Voici quelques phrases de sa réponse à la question : « Qu'est-ce qu'un intellectuel, et quel était le rôle de l'intellectuel durant l'ère Sékou Touré ? » :

« C'est exactement ces intellectuels qui jouaient le rôle d'avant-garde dans le développement de la nation. C'est ces intellectuels qui avaient la plus grande responsabilité à sauvegarder les expériences de la nation. Dans ce contexte des intellectuels, il est important d'ajouter l'apport des femmes-intellectuels, qui travaillaient toujours aux côtés des hommes [...]. Ces cadres intellectuels étaient particulièrement chargés à élever le niveau du travail dans chaque secteur de l'État [...]. Chaque cadre, qu'il soit intellectuel ou non, devait se placer derrière le peuple, au milieu du peuple, et devant le peuple. »¹⁶

La répétition symétrique contenue dans la dernière phrase rappelle directement le style oratoire de Touré. Des habitudes discursives de ce type sont une partie importante de cet héritage qui continue de faire vivre Touré en ce début de XXI^e siècle.

Dans un pays dont les deux tiers de la population sont nés après la mort de Sékou Touré, il peut sembler fantaisiste d'affirmer que les régimes discursifs de cette période continuent d'exercer une influence sur l'espace politique contemporain. Voir la relation politique de « commandement »¹⁷ de l'époque comme une relation réciproque permet cependant de donner un début d'explication, puisque beaucoup de ceux qui ont survécu à Touré ont continué d'incarner et d'énoncer le discours révolutionnaire. Combien de temps un régime survit-il à son fondateur ? La situation guinéenne semble proche de celle décrite à propos des régimes postautoritaires européens dans lesquels les leaders morts depuis longtemps continuent d'exercer une sorte d'influence fantomatique, en maintenant un monopole sur l'ordre symbolique des années après avoir abandonné leur monopole de la violence (il)légitime. En Guinée, en plus de cette présence symbolique demeurent les habitudes bureaucratiques, comme la surveillance stricte des étrangers sur le territoire. On retrouve également l'héritage de cette période dans des habitudes citoyennes, comme celle de s'adresser à l'État pour qu'il règle les problèmes, en baissant par exemple les prix des marchandises comme le pétrole et le riz, ou encore comme la rhétorique omniprésente (de la part de la Présidence comme des gens ordinaires) considérant les marchands comme des saboteurs avides et

non comme des entrepreneurs cherchant « naturellement » à conserver leurs marges au gré des fluctuations du marché.

Une certaine nostalgie de la période Touré est également perceptible, même si cette période fut celle de souffrances et de privations. Les Guinéens n'ont jamais été des automates programmés pour appréhender le monde selon des catégories fixées par d'autres, et ils ont pris part à la construction de cet imaginaire qui sous-tend la culture politique nationale. Comme l'ont montré Bayart, Mbembe et Toulabor à propos d'autres contextes africains, les gouvernés jouent un rôle actif dans les modes de gouvernance et d'institution auxquels ils se soumettent – ils en retirent d'ailleurs une certaine jouissance. Même s'ils exercent leur pouvoir « par le bas », dans des interstices microscopiques et de façon intermittente, les Guinéens ont très vite évalué, trié, passé au crible les héritages de cette période. Dans la région forestière où j'ai mené la majorité de mes enquêtes, la population gérait la transition post-autoritaire subtilement : durant les années qui ont suivi la mort de Touré, certains de ses sbires les plus brutaux ont mystérieusement disparu de leur communauté. Beaucoup d'autres ont été autorisés à rester en vie, relégués en marge de la société. D'autres enfin ont intégré les réseaux du nouveau système politique et social. Bien des personnages politiques importants d'aujourd'hui – le Président, le Premier ministre, le président de l'Assemblée nationale – étaient des personnages du régime Touré. Au niveau préfectoral et des districts, les fonctionnaires formés et employés durant l'ère Touré, à l'époque souvent membres du PDG, ont continué à avoir de l'influence.

Il est intéressant de rappeler qu'après la mort de Touré aux États-Unis, à Cleveland, beaucoup de Guinéens, y compris parmi les personnes présentes, croyaient que son cercueil était vide¹⁸. Ce mythe, prolongé de diverses manières (l'enterrement de Touré à la Mecque ou encore sa survie, son retour imminent et la punition des traîtres), a alimenté la rumeur et les conjectures des années

15. Voir M. McGovern, « Conflit régional et rhétorique de la contre-insurrection : Guinéens et réfugiés en septembre 2000 », *Politique africaine*, n° 88, décembre 2002, p. 84-102 pour une analyse de cet héritage rhétorique complexe et des manières dont il a été utilisé à la fois contre et pour les pratiques despotiques durant la période Conté. Voir également A. O. Barry, *Pouvoir du discours et discours du pouvoir : L'art oratoire chez Sékou Touré*, Paris, L'Harmattan, 2002.

16. Correspondance de O. Bilivogui, septembre 2000. Voir également divers écrits historiques et autobiographiques, publiés depuis le début des années 1990 et utilisant, sans l'analyser, cet idiome touré-iste, et par exemple M. M. Kouyaté, *Nous sommes tous responsables*, Conakry, 1996.

17. A. Mbembe, *De la postcolonie : Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 2000. Cf. J.-F. Bayart, A. Mbembe et C. Toulabor, *Le politique par le bas en Afrique noire : contributions à une problématique de la démocratie*, Paris, Karthala, 1992.

18. Voir I. B. Kaké, *Sékou Touré : Le héros et le tyran*, Paris, Jeune Afrique Livres, 1987, p. 230-233.



après sa mort. Sûrement, Touré, dont le corps disparu faisait écho à la disparition mystérieuse des restes de dictateurs comme Hitler ou Mussolini, aurait été ravi devant l'anxiété et le travail d'imagination qui accompagnaient ce débat. Cette figure du corps disparu de Touré semblait être la matérialisation imaginaire d'une indéniable réalité symbolique : Touré resterait pour les années à venir une figure absente mais centrale du discours politique dans le pays qu'il avait forgé grâce à son charisme, son charme et sa violence. Au centre de tant d'anxiété et d'attention, la disparition de Touré figurait aussi bien la violence qu'il avait infligée à ses compatriotes que celle qu'ils s'étaient infligés les uns aux autres. Dans cette perspective, afin de réécrire l'histoire du commandement dans la Guinée postcoloniale, il semblerait nécessaire de tuer, une fois pour toutes, ce premier président mort et pourtant toujours présent. Comme l'écrit Borneman,

« Pour dire l'avant et l'après d'un régime, les gens doivent par eux-mêmes produire une histoire de transformation, qui est elle-même un moyen de sortir de ce traumatisme. Si cette représentation n'est pas une preuve suffisante pour conclure à la réalité du changement de régime, cette narration et le travail de mémoire qu'elle commande sont des conditions nécessaires à la mort définitive du père¹⁹. »

LE SYNDICALISME EN GUINÉE, ASCENSION, DÉCLIN

ET RENOUVEAU

On peut noter avec ironie que l'un des syndicats qui a mené les grèves générales de 2006-2007 (le CNTG) était dirigé par Sékou Touré durant la période coloniale, avant de devenir une extension du parti-État après que Touré eut mis au pas le mouvement syndical²⁰. Touré, né dans une famille pauvre, avait quitté l'école après neuf ans d'instruction. Autodidacte en philosophie et politique, il a débuté sa carrière politique dans le contexte du syndicalisme marxiste d'Afrique francophone. En passant de la direction de la Confédération générale du travail (CGT) à celle du PDG, son analyse des clivages à l'œuvre dans la société guinéenne changea également. Les modèles marxistes orthodoxes de la lutte des classes ne permettaient pas d'appréhender les problèmes d'un pays colonisé et majoritairement agraire comme l'était la Guinée des années 1950.

Même si l'oppression à l'encontre des Guinéens était avant tout l'œuvre de discriminations raciales et de nationalité plutôt que de classes, Touré utilisa les compétences organisationnelles et de mobilisation des masses qu'il avait acquises dans les syndicats pour sa carrière politique. Comme l'a montré Schmidt, c'est en effet lui qui lança les femmes et les jeunes sur la

scène politique des années 1950²¹. Il fait peu de doute que ce populisme propre à Touré était une tactique pour déjouer les manœuvres de concurrents plus éduqués et plus riches, mais il ne fait aucun doute non plus qu'il était sincèrement engagé en faveur d'une mobilisation politique multiethnique, multigénérationnelle et sans discrimination sexuelle, qui a eu des résultats durables et efficaces.

Personne n'aura fait plus que Touré pour la promotion du statut des femmes dans son pays. Et malgré les reculs des vingt dernières années de présidence Conté en ce domaine, les femmes sont particulièrement visibles dans la sphère publique guinéenne. Ainsi, il n'est pas étonnant de constater que parmi les deux leaders charismatiques des grèves générales, l'une est une femme, Hadja Rabiou Sera Diallo, à la tête de la CNTG. De plus, le seul mouvement qui pourrait servir de modèle aux insurrections contemporaines est la révolte, en 1977, des commerçantes, harcelées par la police économique chargée du contrôle des prix, prix fixés si bas qu'ils ne permettaient pas aux commerçantes de gagner leur vie²². L'anniversaire de cette révolte a été célébré tous les ans au mois d'août comme la « fête des femmes » par le gouvernement jusqu'en 2005, année où cette fête a été annulée brusquement. Beaucoup ont vu dans cette annulation un effet de la peur du régime d'être à son tour victime d'une insurrection de ce type, ce qui arriva effectivement à travers les grèves générales.

Après l'indépendance, Touré développa un discours hybride pour justifier et expliquer les actions de l'État. D'une part, l'État était profondément nationaliste et identifiait toutes les menaces comme venant de l'extérieur, d'Europe ou de pays voisins comme le Sénégal ou la Côte d'Ivoire. D'autre part,

19. J. Borneman, *Death of the Father: An Anthropology of the End in Political Authority*, Oxford, Berghahn Books, 2004, p. 10

20. Ironiquement, le dernier acte public de Touré, qui avait pourtant réprimé brutalement les grèves d'enseignants et d'étudiants en 1961 avant d'interdire les activités syndicales indépendantes, aura été sa participation à un rassemblement de syndicalistes d'Afrique de l'Ouest, où il a affirmé son soutien du syndicalisme.

21. E. Schmidt, *Mobilizing the Masses: Gender, Ethnicity and Class in the Nationalist Movement in Guinea, 1939-1958*, Portsmouth, NH, Heinemann, 2005.

22. L'exode des Guinéens dans les années 1970 et 1980 (deux millions de Guinéens étaient répartis dans les pays voisins, alors que le pays ne comptait que quatre millions d'habitants) était dû autant aux conditions économiques qu'à la répression. Épine dorsale de l'économie, les femmes ressentirent durement cet exode. En même temps, Touré s'efforça de donner aux femmes une force d'organisation et les encouragea à s'exprimer dans la sphère publique. Finalement, il fut victime de sa propre politique, puisqu'elles s'exprimèrent pour rejeter sa politique économique inhumaine. De nombreux Guinéens considèrent que la révolte des femmes du marché a marqué la fin de la période la plus répressive du régime Touré et a inauguré une période plus douce, qui a continué jusqu'en 1984, et pendant laquelle l'État a cessé de vouloir contrôler tous les aspects de la vie de ses citoyens.



il existait une catégorie flexible d'ennemis de l'intérieur, tous caractérisés par une forme d'égoïsme. Les discours et les écrits de Touré sont remplis d'un lexique bien spécifique de dénigrement, allant de « népotique » à « raciste » (ethnocentrique) en passant par « égoïste ». Ce discours à propos des « égoïstes » s'est construit progressivement²³ et il était bien rôdé au moment du « complot des enseignants » en 1961.

Second parmi une longue chaîne de complots supposés, allant du « complot Diallo Ibrahima » en 1960 au « complot peulh » en 1976, le « complot des enseignants » de 1961 éclairait les contradictions internes du gouvernement de Touré. Il recouvrait deux aspects de la dynamique de l'État-Touré : il soulevait des questions idéologiques sur la façon dont la Guinée suivait la ligne socialiste, ainsi que des interrogations sur la monopolisation du pouvoir par Touré. Les enseignants, notamment Djibril Tamsir Niane et Ray Autra, deux brillants intellectuels, exigeaient de meilleures conditions de vie mais également des clarifications sur les fondations idéologiques de la nouvelle République : étaient-elles vraiment basées sur des principes socialistes ? Jean-Paul Alata relate ci-dessous la réponse de Touré à cette question quand lui et d'autres sont venus s'enquérir auprès du Président de l'emprisonnement de leurs amis et camarades :

« Je ne peux pas laisser ces gens-là me précipiter dans un socialisme aventureux avant que j'ai mis sur pied les éléments de ce socialisme. Par conséquent, ils veulent aller trop vite. En fait ils veulent me renverser. ²⁴ »

Plus importante peut-être fut la réaction négative de Touré au poème satirique de Niane, écrit à cette période, et dans lequel il posait cette question avec insistance : si lui et la plupart des Guinéens ont voté « non » à la colonisation en 1958, pourquoi Touré serait-il le seul à avoir le dernier mot concernant la direction que le pays prendrait après l'indépendance ? Cette insulte entraîna ce qui allait devenir une caractéristique majeure du régime Touré : la consolidation du pouvoir entre ses mains et l'élimination ou la réduction au silence de l'intelligentsia guinéenne, par la torture, la mort, ou l'exil²⁵.

La répression brutale du défi lancé par les enseignants puis des grèves d'étudiants et d'enseignants ont sonné le glas du syndicalisme en Guinée. Lorsqu'ils existaient, les syndicats n'étaient que les appendices du parti-État, des mécanismes de mobilisation de masse et d'endoctrinement, parents pauvres des branches féminines et de jeunes du parti-État. Les syndicats ont été réautorisés formellement au début des années 1990, sur une décision du gouvernement de Conté, mais après la période Touré, ni les syndicats ni aucun groupe de la société civile ne faisait le poids comme contre-pouvoir.

Depuis 2005 néanmoins, les syndicats semblent avoir retrouvé l'élan et la légitimité de leurs prédécesseurs durant la lutte pour la décolonisation des années 1940 et 1950. Avec la grève de 1947-1948 organisée par la Fédération des syndicats des cheminots africains de l'AOF, puis la grève générale de juin 1950 organisée par Touré à Conakry, ou encore la grève générale d'Afrique de l'Ouest en décembre 1953, les syndicats avaient joué un rôle central pour mobiliser les Guinéens vers l'Indépendance. Ces grèves utilisaient d'abord le langage des droits économiques et sociaux qu'ils partageaient avec les syndicats français ; puis au cours des années 1950, les revendications s'élargirent (au-delà du secteur formel) et se rétrécirent à la fois (autour des projets nationalistes) alors que la question du travail se transformait progressivement en une question politique²⁶.

C'est ce même glissement qu'a opéré le mouvement syndical guinéen durant la période 2006-2007, mobilisant progressivement la population bien au-delà de ses membres, et formulant explicitement une critique à l'égard d'une économie politique illégitime de déprédation. La critique renfermait certains éléments hérités de la période socialiste : si les demandes pour plus de transparence et d'État de droit résonnaient avec le consensus néolibéral de Washington, les syndicats demandaient également que le gouvernement fixe des prix plus bas, revenant ainsi aux mécanismes de l'économie planifiée de commande du régime Touré. Le fort nationalisme de la période socialiste affleurait également de certaines revendications : l'un des syndicats exigeait ainsi en 2007 l'interdiction des exportations de produits agricoles guinéens, mesure autrefois prise par le régime Touré²⁷.

23. R. W. Johnson, « Sékou Touré and the Guinean revolution », *African Affairs*, vol. 69, n° 277, 1970, p. 350-365. Sur les résonances codées de ce vocabulaire, voir aussi A. O. Barry, *Pouvoir du discours...*, *op. cit.*

24. A. Blancart et J.-P. Alata, « Entretien avec Jean-Paul Alata », *Politique africaine*, n° 7, septembre 1982, p. 17-39. Alata était directeur général des affaires économiques et financières à la Présidence jusqu'à son arrestation, son emprisonnement et sa torture à la veille de l'invasion portugaise en novembre 1970.

25. La romancière Maryse Condé fait un récit fascinant du complot des enseignants dans V. Clark et M. Condé, « I have made peace with my island : an interview with Maryse Condé », *Callaloo*, n° 38, 1989, p. 87-133.

26. Voir le chapitre 11 de F. Cooper, *Decolonization and African Society: The Labor Question in French and British Africa*, New York, Cambridge University Press, 1996 et E. Schmidt, *Mobilizing the masses...*, *op. cit.*

27. Communication personnelle de S. Fioratta. Touré cherchait à endiguer les flux de bétail et de denrées agricoles qui passaient les frontières pour être vendus à des prix supérieurs à ceux imposés par l'État guinéen, mais également pour échapper aux saisies par les agents de l'État qui réclamaient des « normes » (impôts en nature). Aujourd'hui, les vastes plantations de riz du président Conté, dont les récoltes seraient exportées à l'étranger, sont la première cible des syndicalistes.



Même si elle dépasse le cadre de cette analyse, la question se pose de savoir comment les syndicats ont été capables d'obtenir le soutien d'un ensemble de catégories professionnelles et sociales, commerçantes, chauffeurs, porteurs, étudiants et autres, qui ne sont pas salariés et donc pas syndiqués. Une première réponse tient dans le fait que chaque fonctionnaire soutient un grand nombre de personnes qui sont donc liées au sort de leurs bienfaiteurs, mais compte tenu du très faible niveau du salaire des fonctionnaires, cette explication ne saurait suffire. Bien sûr, les fonctionnaires peuvent parfois avoir certains avantages – un logement, une certaine capacité à agir dans les méandres de la bureaucratie, la possibilité de toucher parfois un second salaire fantôme, et quelques pots-de-vin. Mais ces éléments ne suffisent pas. Ces avantages matériels ne peuvent pas expliquer à eux seuls le large soutien reçu par les syndicats. Pour comprendre ce soutien, il faut prendre en compte la légitimité symbolique des syndicats, qui provient à la fois de leur rôle historique dans la décolonisation et du manque d'alternatives viables dans la sphère de l'opposition politique. En effet, les Guinéens sont désenchantés par les partis politiques d'opposition, qui oscillent entre une dénonciation violente du gouvernement Conté et le boycott des processus politiques, mais qui n'ont jamais été capables de formuler une alternative politique.

LES DEUX CORPS DU ROI ET LE « TIMING » DES GRÈVES

Men must endure
Their going hence, even as their coming hither
Ripeness is all.
Shakespeare, *King Lear*, act V, scene 2

La population guinéenne a certes montré qu'elle était plus sage que ses dirigeants, mais le futur demeure incertain. Dans un voisinage sous-régional dangereux, les Guinéens semblent avoir trouvé qu'ils avaient besoin d'un certain degré d'ordre et d'autorité, même si cette dernière s'est transformée en autoritarisme : le gouvernement Conté est devenu de plus en plus répressif tout en assurant de moins en moins l'ordre²⁸. Ce chaos de fin de règne marqué par des réflexes autoritaires a culminé en avril 2006²⁹ quand, pendant plusieurs jours, personne ne savait vraiment qui contrôlait le gouvernement. Des rumeurs de plus en plus crédibles affirmaient que Conté perdait conscience régulièrement et ne faisait qu'approuver la dernière personne venue murmurer à son oreille.

En 2006, Conté offrait une image en miroir de son prédécesseur. Alors que Sékou Touré a survécu bien après sa mort à travers une présence symbolique et politique puissante, le corps de Conté est encore présent alors que son aura

politique s'est évanouie. L'arbitraire de son pouvoir à partir de 2002 ainsi que les appétits des acteurs parasitiques qui l'ont entouré en 2005-2006 ont fait de la rudesse de Conté non plus le signe de la *virtu* d'un soldat taciturne, mais plutôt celui du pathos d'un roi Lear ; il est victime de sa propre folie, manipulée par ses proches. En réponse à l'agitation populaire, Conté a fait appel à des forces spéciales bissau-guinéennes ainsi qu'à des rebelles de l'ex-Liberians United for Reconciliation and Democracy (LURD) du comté de Lofa³⁰. En sollicitant les groupes armés de pays voisins pour écraser les manifestations organisées par ses concitoyens, il a opéré un retournement dangereux par rapport à la politique de protection nationale, face aux dangers extérieurs, qu'il avait menée en 2001-2002 et qui lui avait valu le soutien des Guinéens³¹.

C'est dans ce contexte que les syndicats ont pu prendre la tête des protestations et ont développé des revendications politiques. Ils ont alors demandé la démission du Président, avant de changer de méthode et d'opter pour une solution moins radicale qui conduirait néanmoins Conté à se défaire de son pouvoir. Tout au long de la crise des mois de janvier-mars 2007, les syndicats ont bien fait la distinction entre les deux corps du roi, s'appuyant sur les expériences des pays voisins. Ils savaient qu'il était important pour Conté de ne pas être démis de la présidence, à la fois pour conserver son honneur et pour assurer sa propre protection³².

Comme il s'y était engagé, Conté a effectivement délégué des pouvoirs au Premier ministre. Cependant, très peu de progrès concrets ont été faits dans

28. Les rapports sur les violences commises par le gouvernement Conté à l'encontre de ses concitoyens sont de plus en plus nombreux. Sur les assassinats d'intellectuels de la région de la forêt critiques envers le gouvernement, voir M. McGovern, « Conflit régional et rhétorique... », art. cit. ; sur les abus à l'encontre des prisonniers et les meurtres de civils non armés par les forces de sécurité lors des grèves générales, voir Human Rights Watch, *The Perverse Side of Things. Torture, Inadequate Detention Conditions, and Excessive Use of Force by Guinean Security Forces*, New York, 2006 ; et Mourir pour le changement ..., *op. cit.*

29. Immédiatement après la première grève générale et l'évacuation médicale de Conté, le gouvernement a été remanié deux fois en 24 h, et dans deux directions différentes : d'abord en renforçant le pouvoir du Premier ministre d'alors, Cellou Dalein Diallo, puis en le renvoyant, avec ses proches. Voir International Crisis Group, *La Guinée en transition*, Briefing Afrique, n° 37, 11 avril 2006.

30. Voir Irin, « Fighters cross border », 22 janvier 2007, et F. Momou, « À COSA et ENCO 5, l'armée et la population pourchassent les miliciens de l'Ulumo », <www.guineenews.org>, 12 février 2007. Voir aussi A. Blundell et al., *Report of the Panel of Experts submitted pursuant to paragraph 4 (d) of Security Council resolution 1731 (2006) concerning Liberia*, S/2007/340, 7 juin 2007, p. 33-34.

31. En fait, la situation était plus complexe, comme le montre le cas du commandant Langassa du LURD : il aurait d'abord été payé pour témoigner contre l'opposant Alpha Condé lors de son très médiatique procès de 2000, puis envoyé dans la zone frontalière combattre les troupes de Charles Taylor, avant d'entrer au Liberia pour renverser Taylor en 2003.

32. L'inculpation de Taylor par la Cour spéciale pour la Sierra Leone en 2006 et le destin d'autocrates comme Milosevic, Pinochet et Saddam Hussein doivent certainement faire réfléchir Conté et lui laisser penser que la présidence à vie est la seule option viable.



les six premiers mois du nouveau gouvernement, et le nouveau Premier ministre, Kouyaté, est déjà l'objet de critiques très dures³³. Il est probable qu'il y aura des revirements de situation et des tentatives de sabotage et d'affaiblissement de Kouyaté, comme ce fut le cas avec tous les précédents Premiers ministres. La question des moyens du gouvernement est aussi posée car dans un environnement où les dépenses sont largement extra-budgétaires, le contrôle du budget ne coïncide pas avec l'autorité politique. Néanmoins, les Guinéens regardent aujourd'hui au-delà de l'épaule de Conté. Il n'est plus question désormais d'attendre passivement le décès de Conté et de regarder se faire la transition : il s'agit désormais de se projeter dans le futur et de le planifier. Ceci ne facilitera absolument pas la transition. Deux facteurs empêcheront une transformation soudaine du pouvoir : d'abord la cooptation de nombreux cadres au sein du système et l'expulsion systématique des dissidents durant ces cinquante dernières années ; et ensuite, les avantages et les attentes de ceux qui sont actuellement en place et qui seront difficiles à changer. Ceci est particulièrement vrai en ce qui concerne l'armée, dont l'influence s'est accrue durant les années Touré, et qui était devenue l'origine « évidente » du successeur de Conté.

Cependant, même l'armée est l'objet de critiques de la part de la seule force capable de la faire changer, c'est-à-dire sa base. Il y a eu en effet des remous, à l'intérieur même de l'armée, lorsque les troupes ont reçu l'ordre de tirer sur des civils ; on rapporte même qu'autour du 22 janvier, des soldats marchaient avec les manifestants contre le gouvernement. La période de l'état de siège a également été marquée cependant par des mauvais traitements à l'égard de civils, notamment des viols et des cambriolages³⁴. Sentant que le sentiment populaire leur est désormais hostile, de nombreux acteurs militaires semblent penser au futur, comme les membres de l'assemblée nationale.

La critique ouverte à l'encontre du président Conté est bien liée à sa mauvaise santé ; son évacuation médicale après la grève générale de février-mars 2006 a ouvert la porte à des critiques auparavant muets. Néanmoins, ce n'est pas un hasard si ces défis posés au régime Conté coïncident avec le retour au calme en Sierra Leone, avec l'élection d'une présidente d'après-guerre au Liberia, ainsi qu'avec la résolution, au moins temporaire, des luttes intestines au sein du pouvoir bissau-guinéen, grâce à l'élection de l'allié du président Conté, Nino Vieira. Le « dangereux voisinage » de la Guinée s'est peu à peu sécurisé et même la Côte d'Ivoire semble se diriger vers un compromis politique. C'est dans ce contexte précis que les Guinéens ont choisi de porter leurs revendications auprès du gouvernement. Beaucoup d'entre eux ont payé de leur vie pour cela, mais beaucoup semblaient penser qu'ils n'avaient rien à perdre.

L'évolution de la situation en Guinée est imprévisible, mais, comme je le suggérais en introduction, il est possible de décrire la « structure de la conjoncture » des dix-huit derniers mois³⁵. Mon objectif était de comprendre comment des événements importants – les grèves générales, les manifestations et leur répression brutale, les mutineries, le refus de l'Assemblée nationale de prolonger l'état de siège – ont pu remettre en cause le sens commun politique partagé par les acteurs de la vie politique guinéenne. L'hypothèse de départ de mon analyse est que gouvernants et gouvernés s'influencent mutuellement.

Comme Sahlins et d'autres l'ont observé, l'histoire s'organise, au niveau de l'action et de la représentation, autour de structures à la fois symboliques et politico-économiques. En même temps, ces structures sont des fabrications historiques, et donc contingentes. Les événements de 2006 et 2007 sont importants car, comme l'écrit Sahlins :

« Si les circonstances contingentes d'une action ne se conforment pas toujours à la signification que certains groupes peuvent leur donner, on sait que les gens peuvent revoir leurs manières de penser routinières. Dans cette mesure, la culture est historiquement altérée par l'action.³⁶ »

Dans cette perspective, on ne peut se contenter de dire que les Guinéens seraient descendus dans la rue en janvier 2007 à cause de l'effondrement de leur pouvoir d'achat. La crise économique a bien sûr été un facteur déterminant pour créer les conditions de possibilité des manifestations, mais les Guinéens souffraient d'une paupérisation croissante et d'un manque de services de base depuis des années, et ils ont connu des situations encore plus difficiles sous le gouvernement de Sékou Touré.

Durant la grève générale de janvier 2007, j'ai participé à une conférence académique où je décrivais les débuts de la protestation populaire en Guinée. Je l'analysais comme un tournant potentiel dans la relation entre gouvernants et gouvernés. Une collègue m'interrompit, faisant remarquer que j'avais peint un portrait très sévère de l'élite guinéenne, et me demandant si je n'étais pas au courant que c'était en réalité le FMI qui avait vidé les réserves de la Banque

33. Le provocant opposant politique Jean-Marie Doré a récemment qualifié le Premier ministre d'« incapable ». Voir « "Lansana Kouyaté est un mauvais choix ! Le Président de la République doit renvoyer ces incapables..." », demande Jean-Marie Doré », <www.guineenews.org>, 7 août 2007.

34. Voir Human Rights Watch, *Mourir pour le changement...*, op. cit.

35. Le terme de « structure de la conjoncture » est devenu célèbre par l'emploi qu'en fait Marshall Sahlins dans son *Islands of History*, Chicago, University of Chicago Press, 1985. Voir également les analyses de W. Sewell, *Logics of History: Social Theory and Social Transformation*, Chicago, University of Chicago Press, 2005.

36. M. Sahlins, *Islands of History*, op. cit., p. vii.



centrale de Guinée. Cette remarque percutante (et certainement bien accueillie par les officiels guinéens inculpés pour vol à grande échelle) partage en fait le déterminisme du sens commun néolibéral qu'elle est censée combattre³⁷.

Les Guinéens étaient effectivement poussés à agir du fait des contraintes économiques qui les encerclaient et qui mettaient hors de portée l'accès à l'éducation, à la santé et même aux repas quotidiens de riz. Mais l'événement qui a provoqué la grève de janvier et les manifestations, c'est bien le mépris affiché du président Conté pour la loi et la justice, lorsqu'il est allé libérer ses amis de prison. L'indignation morale des Guinéens à ce moment-là n'est pas réductible à leur pauvreté, même si cette dernière a pu nourrir leur détermination à exiger le changement.

Ce sont les syndicats qui, après avoir justifié les grèves de février-mars 2006 dans un langage neutre, celui du bien-être économique et social des travailleurs, sont revenus neuf mois après en faisant un lien explicite entre l'appauvrissement de la population et la malfaisance criminelle du Président et de son entourage. De plus, les syndicats sont situés historiquement dans le champ politique guinéen. Dans ce domaine comme dans d'autres, Sékou Touré avait laissé un héritage contradictoire : durant la lutte pour l'indépendance, le militantisme syndical avait incarné les idéaux d'une mobilisation pour la justice, qui incluait tous les groupes ethniques, les hommes et les femmes, les vieux et les jeunes et avait créé une force à partir de cette unité et de la masse de militants. Par la suite, les syndicats sont devenus impuissants, et leurs capacités de contestation ont été mises au service de l'endoctrinement et de la mobilisation pour le parti-État. Ils n'étaient plus qu'une organisation parmi toutes celles qui devaient célébrer le chef suprême de la Révolution.

Dans un contexte de crise économique et dans un champ politique organisé autour d'un discours d'opposition fragmenté et prônant le « tout ou rien », les syndicats ont abandonné la langue de bois afin de construire une nouvelle base partageant ses objectifs. Comme je l'ai démontré plus haut, le *timing* de cette transformation a été déterminant. Les syndicats n'auraient certainement pas pu se mobiliser de la même manière lors des guerres en Sierra Leone et au Liberia. De plus, leur approche pragmatique et patiente, formulant des revendications précises, donnant au gouvernement du temps pour les étudier, signant des accords et offrant au régime le temps de remplir ses promesses – attente à chaque fois déçue – a permis aux leaders syndicaux de se construire une légitimité propre aux yeux des Guinéens.

Ainsi, la série de grèves qui a permis la mise en place d'un nouveau gouvernement représente ce que Sahlins appelle une « transformation structurelle » : la rencontre de deux structures en pratique qui engendre une nouvelle synthèse, qualitativement différente de ce qui existait auparavant. Dans le cas

guinéen, deux approches s'opposaient sur le terrain : deux notions immanentes et contradictoires du politique – une activité d'enrichissement personnel au détriment de la majorité des Guinéens, ou un projet commun au bénéfice de tous. Ce sont, évidemment, deux idéaux types. Mais c'est autour de ces idéaux que la mobilisation s'est nouée, et que des citoyens ont marché face aux fusils pointés sur eux, sachant qu'ils ne goûteraient peut-être jamais aux fruits de cette mobilisation.

Le malaise ressenti autour de l'impasse que pourraient bien constituer les six premiers mois du gouvernement Kouyaté est peut-être inquiétant dans le court terme, mais pas forcément dans le long terme. Les anciennes structures et manières de faire de la politique et les anciens réseaux ne changent pas en un soir ; il est même probable qu'ils ne puissent changer tant que le corps du roi demeure sur son trône. Cependant, la récente prise de parole des Guinéens a fait d'eux des citoyens beaucoup plus exigeants. Déjà, les membres de l'Assemblée nationale et les forces de sécurité prennent en compte cette nouvelle donnée dans leurs calculs pour leur propre survie et leurs futurs succès, ce qui peut avoir des conséquences importantes. Il se peut bien sûr qu'il y ait de nouvelles grèves, de nouvelles manifestations et des violences mais les conditions semblent propices pour un changement de moyen au long terme. Car ce qui est dorénavant certain, c'est que si les revendications des Guinéens sont encore une fois ignorées, ils iront dans la rue et se feront entendre. Cette nouvelle situation politique survivra très certainement au gouvernement présent.

À travers cette réécriture des modalités du commandement, les Guinéens ont rendu un double jugement : Sékou Touré, mort physiquement depuis longtemps, et Lansana Conté, encore vivant, ont tous deux été prononcés « décédés » symboliquement et politiquement. Alors que les Guinéens s'appêtent à fêter les cinquante ans de l'Indépendance, ils préparent le terrain pour le successeur de ces deux hommes, les deux seuls leaders que la République ait connu jusqu'ici ■

Mike McGovern
Yale University

Traduction de Marie-Emmanuelle Pommerolle

37. Les deux approches mettent de côté l'imprévisibilité et la contingence de ce que Sahlins appelle le risque des « catégories en action », *ibid.*, p. 145.